

DEPARTEMENT
V A U C L U S E
CANTON
L'ISLE SUR LA SORGUE
COMMUNE
L'ISLE SUR LA SORGUE

PG/LG/CJ/AP/RV
Direction des Services Techniques
Secteur Gestion du Domaine Public

Envoyé en préfecture le 20/02/2026

Reçu en préfecture le 20/02/2026

Publié le

Berger Levrault

ID : 084-218400547-20260218-ARRDICT2026106-AI

Mis en ligne le 20 février 2026

ARRETE DU MAIRE

OBJET :

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC par un container avec INTERDICTION TEMPORAIRE DE STATIONNER sur quatre places de parking Avenue des Quatre Otages sis à L'ISLE SUR LA SORGUE au lieu-dit : pour effectuer une livraison 14 rue de la République sans gêne pour la circulation.
Du lundi 02 mars 2026 au mercredi 04 mars 2026.

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

VU

Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2, L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,

VU

Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines dispositions du dit code,

VU

Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,

VU

La décision DF FIN 26-018 du 13 janvier 2026 visée en préfecture le 13 janvier 2026 relative à l'instauration de tarifs communaux à partir de 1^{er} janvier 2026,

VU

La demande formulée par l'entreprise BATI DECOR AGENCEMENT 9 rue Roland Pilain 37320 Esvres sur Indre en date du 17 janvier 2026, instruite par le secteur Gestion du Domaine Public de la Direction des Services Techniques,

VU

L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010 portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,

VU

L'arrêté DAJ 2024-287 du 09 aout 2024 visé en Préfecture le 12 aout 2024 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Ludovic GERMAIN, 7^{ème} Adjoint au Maire,

VU

L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,

VU

L'avis favorable du Service Juridique,

CONSIDERANT

Qu'il convient d'instaurer une occupation du domaine public avec un container avec une interdiction temporaire de stationner sur quatre places de parking au lieu-dit cité en objet, afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les riverains, les usagers du domaine public et les intervenants du chantier.

ARRETE

ARTICLE 1

Du lundi 02 mars 2026 au mercredi 04 mars 2026 date des travaux, une occupation du domaine public par un container avec une interdiction temporaire de stationner sur quatre places de parking sera autorisée au lieu-dit cité en objet pour permettre à l'entreprise BATI DECOR AGENCEMENT de procéder à une livraison de mobiliers.

ARTICLE 2

Prescriptions spéciales :

Le présent arrêté devra être affiché.

La zone des travaux devra être sécurisée.

Un passage sécurisé sera mis en place pour les piétons.

Les projections issues du chantier seront limitées.

L'accès riverains sera maintenu.

Les abords du chantier devront être nettoyés à chaque départ de l'entreprise.

ATTENTION : Les pétitionnaires à l'initiative des travaux seront en charge de la communication des riverains.

La chaussée devra être rendue à l'identique.

ARTICLE 3

Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place par l'entreprise BATI DECOR AGENCEMENT qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.

La responsabilité de l'entreprise BATI DECOR AGENCEMENT sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

ARTICLE 4

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h24 pendant toute la durée du chantier est Monsieur BISCHOFF Alexandre Tél : 06.09.28.05.67.

ARTICLE 5

Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

ARTICLE 6

L'occupation du domaine public autorisée par le présent arrêté donne lieu au paiement d'une redevance en application de l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques. Son montant est défini chaque année par une décision du Maire.

ARTICLE 7

Les droits des tiers sont et demeurent préservés.

ARTICLE 8

Les accès aux propriétés seront préservés.

ARTICLE 9

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.

La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de non observation du présent arrêté.

ARTICLE 10

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

ARTICLE 11

Monsieur l'Adjoint au Maire,

Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie,

Madame la Responsable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,
sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

